



Philippe PAUCHET et René VAILLANT

LA CORRESPONDANCE
DE GAY-VERNON
EN 1799

Préface de René DEBRIE

Philippe PAUCHET et René VAILLANT

LA CORRESPONDANCE DE
GAY-VERNON
en
1799

Préface de René DEBRIE

La correspondance de Gay-Vernon, Commissaire du Pouvoir exécutif, près l'Administration centrale du Département de la Somme, en 1799.

PRÉFACE.

Les Archives départementales de la Somme conservent deux dossiers, cotés respectivement La 646 et La 305, qui contiennent les minutes de la correspondance de Gay-Vernon, Commissaire du Pouvoir exécutif près l'Administration centrale du Département de la Somme en 1799.

Après la publication de mon ouvrage Comm-y-Serre Gueuvernou. Pamphlets picards de 1799 par le C.R.D.P. de l'Académie d'Amiens en 1981, il m'a paru opportun de demander à mes amis et collègues Philippe Pauchet et René Vaillant de tirer de l'ombre ces lettres qui offrent un réel intérêt pour la connaissance de cette période troublée qui marque la fin du Directoire en France.

Philippe Pauchet et René Vaillant, tous deux historiens éprouvés, étaient, à mon avis, les mieux placés pour réaliser le regroupement des lettres, à partir des deux dossiers, et les classer par ordre chronologique.

Tel qu'il se présente, l'ouvrage est de nature à intéresser non seulement les enseignants et les étudiants, mais aussi un public éclairé de plus en plus avide d'aborder les témoignages de notre histoire nationale et provinciale.

Je me permets d'engager les lecteurs à se reporter à l'article que j'ai signé avec René Vaillant intitulé Un épisode de la carrière politique de Gay-Vernon : sa démission en novembre 1799 et que la Revue Eklitra a publié en 1981 aux pages 24-26. Il serait aussi judicieux de reprendre les Pamphlets picards qu'on lira avec un éclairage nouveau après consultation des lettres de Gay-Vernon. On se rendra compte, en particulier, de la parfaite honnêteté du Commissaire du Pouvoir exécutif que le (ou les) pamphlétaire(s) picard(s) a (ou ont) jugé avec parti pris.

René DEBRIE

AVANT-PROPOS

La correspondance de Gay-Vernon se situe dans une période difficile de la Révolution française : après la chute de Robespierre, les Thermidoriens ont cherché à consolider l'œuvre de la Révolution contre les sans-culottes et contre les Royalistes, en établissant une démocratie bourgeoise.

Mais la dépréciation des assignats et la rigueur de l'hiver 1794-1795 provoquèrent des troubles sociaux exacerbés par la richesse de quelques spéculateurs.

Le Directoire eut rapidement à faire face à une double opposition :

- l'opposition démocratique qui se termine par l'échec de Gracchus Babeuf,*
- l'opposition royaliste qui fut annihilée le 18 fructidor an V. (Arrestation de Pichegru)*

Ce coup d'état avait inauguré une nouvelle Terreur qui n'empêcha pas la déliquescence de l'autorité du Directoire.

Outre la répression politique et les mesures financières (impôts, taxes), la chute des prix agricoles, consécutive à l'abondance des récoltes de 1796-1798, aggrava le mécontentement populaire. Le brigandage se développa dans les campagnes, soutenu par la fidélité aux prêtres réfractaires, aggravé par les résistances à la conscription.

En 1799 (an VII) le citoyen Gay-Vernon était nommé Commissaire du Pouvoir exécutif près de l'Administration Centrale du Département de la Somme...

Bureau des Commissaires
du Directoire exécutif

Liberté Egalité

Département de la Somme

AMPLIATION
de l'Arrêté du Directoire exécutif
du huit Thermidor l'an sept de la République française
une et indivisible

Le Directoire exécutif arrête ce qui suit :

Le Citoyen Gay Vernon le Conventionnel est nommé Commissaire du Pouvoir exécutif près l'Administration Centrale du Département de la Somme.

Ordonne, en conséquence, qu'il se rendra sur le champ auprès de ladite Administration, pour y remplir les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi en remplacement du citoyen Damay qui n'a pas accepté.

Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui ne sera pas imprimé.

Pour expédition conforme, le Président du Directoire exécutif, signé Sieyès.

Par le Directoire exécutif, le Secrétaire général, signé Lagarde.

Pour ampliation.

Le Ministre de l'Intérieur,

Quinette

Recensement des lettres de Gay Vernon

(avec les dates des deux calendriers)

- une lettre non datée (vers Thermidor ?)
 - 20 Thermidor an 7 7 août 1799
 - 23 Thermidor an 7 10 août 1799
 - 25 Thermidor an 7 12 août 1799
 - 27 Thermidor an 7 14 août 1799
 - 28 Thermidor an 7 15 août 1799
 - 4 Fructidor an 7 21 août 1799
 - 7 Fructidor an 7 24 août 1799
 - 11 Fructidor an 7 28 août 1799
 - 14 Fructidor an 7 31 août 1799
 - 19 Fructidor an 7 5 septembre 1799
 - 23 Fructidor an 7 9 septembre 1799
 - (x 3)
 - 25 Fructidor an 7 11 septembre 1799
 - 26 Fructidor an 7 12 septembre 1799
 - 28 Fructidor an 7 14 septembre 1799
 - 29 Fructidor an 7 15 septembre 1799
 - (x 2)
 - 2e complémentaire an 7 18 septembre 1799
 - 4e complémentaire an 7 20 septembre 1799
 - 5 Vendémiaire an 8 27 septembre 1799
 - 9 Vendémiaire an 8 1er octobre 1799
 - 18 Vendémiaire an 8 10 octobre 1799
 - 22 Vendémiaire an 8 14 octobre 1799
-

Aux commissaires des cantons de Franleu, Gamaches, Ault, Saint Valery et Rue (1)

La loi du 11 Thermidor indique clairement ceux qui sont exempts temporairement du service militaire pour fabrication d'armes et les conditions auxquelles sont assujettis les militaires employés à cette fabrication. Vous ne consulterez que la loi du 11 Thermidor pour l'exécution pleine et entière de celle du 14 Messidor — Veuillez bien rendre compte de tous les moyens dont vous vous serez servi pour le départ des conscrits réquisitionnaires ou militaires qui n'ont pas obtenu d'exemption légale et des obstacles que vous rencontrez dans l'exécution d'une mesure aussi indispensable et aussi impérieusement commandée par le salut public.

Salut et fraternité

(1) Lettre non datée (classée en début de liasse) — Vers Thermidor, et avant le 16.

A Amiens, le 20 Thermidor an septième de la
République Française une et indivisible

LE COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF, PRES L'ADMINISTRATION CENTRALE
DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME,

Aux Commissaires du Pouvoir Exécutif près les
Administrations Municipales de l'arrondissement.

CITOYENS COLLÈGUES,

Au lieu du repos dont j'avois besoin et que je désirais, je viens partager vos travaux et concourir avec vous au maintien des lois républicaines. Les circonstances pénibles où nous sommes doivent stimuler votre zèle, et lui donner une nouvelle activité. Tout fléchit devant la loi, lorsque celui qui en est l'organe est courageux, juste, et animé de l'amour de la Patrie. La résistance des passions, des préjugés, et de l'intérêt cèdent toujours au dévouement et à la vertu. Quel est celui qui au milieu des dangers de l'état et des crimes dont chaque jour se rendent coupables les ennemis de la République, ne sent pas son coeur s'intéresser au rétablissement de la paix intérieure et de l'ordre social, à l'étouffement des haines, à la régénération de l'esprit public, à la destruction des barbares qui menacent la liberté, les propriétés et la vie des français, et à la pacification générale de l'Europe ? Prenons donc la résolution inébranlable d'arriver à cet heureux résultat ; mais y parviendrons-nous, tandis que la royale et effrayante anarchie couvrira la France d'assassinats, incendiera nos hameaux, réduira à la misère et au désespoir tant de citoyens et semera partout l'épouvante et l'effroy !

Ces horribles essais du royalisme annoncent de quel déluge de maux seroit inondée la France, s'il y reprenoit son sceptre de fer et pouvoit y donner cours à ses horribles projets : y auroit-il un Français à l'abri de ses attentats, et le seul heureux ne seroit-il pas celui qui, repoussant un joug honteux, préféreroit la mort au spectacle des fureurs royales et des vengeances effrénées ? Le système républicain, vous le savez citoyens collègues, n'est que la raison appliquée aux gouvernements des Peuples : pour lui donner des partisans et le faire aimer, il ne s'agit que d'instruire les hommes et de confier à des mains pures et vertueuses le dépôt et l'exécution des lois. Soyons fidèles à cette honorable mission, et par une conduite aussi ferme qu'irrépréhensible, vengeons les principes républicains des calomnies par lesquelles ont voulu les flétrir l'immoralité, l'orgueil et la tyrannie. Le Directoire exécutif attend de l'action et du concert des autorités constituées de la Somme, le rétablissement de l'ordre, la répression du brigandage et des attroupements séditieux, le paiement des contributions, le départ des jeunes citoyens que la Patrie et la gloire appellent aux combats. Il ne sera pas trompé dans son attente, car si la douce persuasion et la voie touchante de la Patrie ne suffisoient pas pour triompher des obstacles que la malveillance suscite, il seroit donné force à la loi. Je ne prononce ce mot qu'avec peine, mais ce ne sera pas en vain. Espérons que le sentiment du devoir, vos représentations, les soins paternels des administrations et l'empire naturel de la loi, préviendront les mesures rigoureuses que commanderoit la désobéissance. Vous me rendrez, citoyens collègues, un compte prompt et exact des désordres qui ont lieu dans vos cantons, et

Citoyen ministre

La commune d'Amiens présente aujourd'hui un spectacle bien différent de celui qu'elle offroit les jours derniers. Les citoyens ont entendu la voix de la raison. Les mesures énergiques qu'ont pris les administrations et le courage qu'elles ont montré ont produit le meilleur effet. Cette nuit a été fort tranquille et nous espérons que par une continuité de soins et d'efforts bien soutenus nous empêcherons la malveillance d'exécuter ses desseins mais, citoyen ministre il est d'une nécessité absolue que vous fassiez passer promptement des troupes dans le département il y a une résistance générale à la loi de la conscription et sans les secours demandés nous ne la vaincrons pas et nous verrons renaître les mouvements séditieux qui se sont manifestés à Amiens. Le ministre de la police vous a instruit sans doute de toutes les manoeuvres qu'on emploie pour soulever et égarer ce département dont la masse d'ailleurs insouciante et inerte est très disposée aux suggestions perfides pour le triomphe de la liberté nous assure que vous vous empresserez d'accéder à nos demandes qui n'ont d'autre objet que la sûreté générale et l'exécution de la loi.

L'administration centrale de la Somme a fixé le jour de la réunion des conscrits à Peronne elle a vu les modèles que vous lui avez fait passer mais elle n'a pas eu de réponse à ses questions sur le petit équipement et sur le nombre de fournitures à adjuger — et sur le prix des objets à mettre en adjudication. elle attend avec impatience votre décision pour agir. Il importe à la tranquillité publique que les bureaux négligent de mettre devant vos yeux des demandes et d'obtenir des solutions sans lesquelles tout est paralysé — Je vous prie citoyen ministre d'avoir égard à mes représentations — Je stimule les administrations avec tout le zèle républicain mais il devient inutile dès qu'elles trouvent une excuse légitime dans le retard des réponses nécessaires à leur marche.

Salut et respect —

P.S. Vous devez des éloges citoyen ministre aux corps qui sont à Amiens mais surtout à la gendarmerie et à tous les commandans sur la conduite qu'ils ont tenue dans cette circonstance délicate votre témoignage est une récompense que tout militaire ambitionne —

des moyens qui sont pris pour y remédier. L'administration centrale et moi vous donnons, ainsi qu'aux Administrations Municipales, l'assurance authentique d'un dévouement sans bornes à la cause publique, d'une justice parfaite, de notre affection pour tous les citoyens et surtout pour les Républicains, et de notre sévérité contre tout ce qui ne portera pas l'empreinte de la loi et de la probité.

Salut et fraternité,

— texte imprimé sur trois pages (environ in-12) —
sans signature — (Gayvernon)
A D S — L 3 305 — dossier I : 1 pièce —

des moyens qui sont pris pour y remédier. L'administration centrale et moi vous donnons, ainsi qu'aux Administrations Municipales, l'assurance authentique d'un dévouement sans bornes à la cause publique, d'une justice parfaite, de notre affection pour tous les citoyens et surtout pour les Républicains, et de notre sévérité contre tout ce qui ne portera pas l'empreinte de la loi et de la probité.

Salut et fraternité,

texte imprimé sur trois pages (environ in-12) —

sans signature — (Gayvernon)

A D S — L a 305 — dossier I : 1 pièce —

Citoyen ministre

La commune d'Amiens présente aujourd'hui un spectacle bien différent de celui qu'elle offroit les jours derniers. Les citoyens ont entendu la voix de la raison. Les mesures énergiques qu'ont pris les administrations et le courage qu'elles ont montré ont produit le meilleur effet. Cette nuit a été fort tranquille et nous espérons que par une continuité de soins et d'efforts bien soutenus nous empêcherons la malveillance d'exécuter ses desseins mais, citoyen ministre il est d'une nécessité absolue que vous fassiez passer promptement des troupes dans le département il y a une résistance générale à la loi de la conscription et sans les secours demandés nous ne la vaincrons pas et nous verrons renaître les mouvements séditeux qui se sont manifestés à Amiens. Le ministre de la police vous a instruit sans doute de toutes les manoeuvres qu'on employe pour soulever et égarer ce département dont la masse d'ailleurs insouciante et inerte est très disposée aux suggestions perfides votre zèle pour le triomphe de la liberté nous assure que vous vous empresserez d'accéder à nos demandes qui n'ont d'autre objet que la sûreté générale et l'exécution de la loi.

L'administration centrale de la Somme a fixé le jour de la réunion des conscrits à Péronne elle a vu les modèles que vous lui avez fait passer mais elle n'a pas eu de réponse à ses questions sur le petit équipement et sur le nombre de fournitures à adjuger — et sur le prix des objets à mettre en adjudication. elle attend avec impatience votre décision pour agir. Il importe à la tranquillité publique que les bureaux négligent de mettre devant vos yeux des demandes et d'obtenir des solutions sans lesquelles tout est paralysé — Je vous prie citoyen ministre d'avoir égard à mes représentations — je stimule les administrations avec tout le zèle républicain mais il devient inutile dès qu'elles trouvent une excuse légitime dans le retard des réponses nécessaires à leur marche.

Salut et respect —

P.S. Vous devez des éloges citoyen ministre aux corps qui sont à Amiens mais surtout à la gendarmerie et à tous les commandans sur la conduite qu'ils ont tenue dans cette circonstance délicate votre témoignage est une récompense que tout militaire ambitionne —

des moyens qui sont pris pour y remédier. L'administration centrale et moi vous donnons, ainsi qu'aux Administrations Municipales, l'assurance authentique d'un dévouement sans bornes à la cause publique, d'une justice parfaite, de notre affection pour tous les citoyens et surtout pour les Républicains, et de notre sévérité contre tout ce qui ne portera pas l'empreinte de la loi et de la probité.

Salut et fraternité,

texte imprimé sur trois pages (environ in-12) —

sans signature — (Gayvernon)

A D S — L a 305 — dossier I : 1 pièce —

Citoyen ministre

La commune d'Amiens présente aujourd'hui un spectacle bien différent de celui qu'elle offroit les jours derniers. Les citoyens ont entendu la voix de la raison. Les mesures énergiques qu'ont pris les administrations et le courage qu'elles ont montré ont produit le meilleur effet. Cette nuit a été fort tranquille et nous espérons que par une continuité de soins et d'efforts bien soutenus nous empêcherons la malveillance d'exécuter ses desseins mais, citoyen ministre il est d'une nécessité absolue que vous fassiez passer promptement des troupes dans le département il y a une résistance générale à la loi de la conscription et sans les secours demandés nous ne la vaincrons pas et nous verrons renaître les mouvements séditieux qui se sont manifestés à Amiens. Le ministre de la police vous a instruit sans doute de toutes les manoeuvres qu'on emploie pour soulever et égarer ce département dont la masse d'ailleurs insouciante et inerte est très disposée aux suggestions perfides votre zèle pour le triomphe de la liberté nous assure que vous vous empresserez d'accéder à nos demandes qui n'ont d'autre objet que la sûreté générale et l'exécution de la loi.

L'administration centrale de la Somme a fixé le jour de la réunion des conscrits à Péronne elle a vu les modèles que vous lui avez fait passer mais elle n'a pas eu de réponse à ses questions sur le petit équipement et sur le nombre de fournitures à adjuger — et sur le prix des objets à mettre en adjudication. elle attend avec impatience votre décision pour agir. Il importe à la tranquillité publique que les bureaux négligent de mettre devant vos yeux des demandes et d'obtenir des solutions sans lesquelles tout est paralysé — Je vous prie citoyen ministre d'avoir égard à mes représentations — je stimule les administrations avec tout le zèle républicain mais il devient inutile dès qu'elles trouvent une excuse légitime dans le retard des réponses nécessaires à leur marche.

Salut et respect —

P.S. Vous devez des éloges citoyen ministre aux corps qui sont à Amiens mais surtout à la gendarmerie et à tous les commandans sur la conduite qu'ils ont tenue dans cette circonstance délicate votre témoignage est une récompense que tout militaire ambitionne —

LIBERTÉ.



ÉGALITÉ.

Amiens, le 25 thermidor an 7
de la République Française, une et indivisible.

LE COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF
PRÈS L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE
DE LA SOMME,

Au citoyen marbot général et commandant
de la ville de Paris.

Citoyen général.

on m'écrit que vous avez dénoncé et demandé le changement de
l'administration centrale de la Somme, vous avez été trompé, citoyen
général, sur le compte de cette administration. elle n'est le bien-
et le triomphe de la liberté et depuis que je suis ici j'en vois en
elle que franchise et désir du bien. ce n'est pas ~~sa~~ faute si
~~elle~~ département est vicié et si le puit public y est entièrement
anéanti, cela tient à des causes qu'il seroit trop long de vous
développer. vous pouvez compter sur la vérité de mon témoignage
et soyez sûr que je seray aussi ardent ami de la république ~~que~~
et des républicains que je l'ay été dans toutes les époques de la
révolution. continuez moy votre amitié ~~car je~~ ~~personne~~
ne vous est plus dévoué que moy. ~~etc~~

Amiens, le 25 Thermidor an 7
de la République Française, une et indivisible

Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration
Départementale de la Somme,

Au citoyen Marbot général et commandant de la ville de Paris

Citoyen général

On m'écrit que vous avez dénoncé et demandé le changement de l'administration centrale de la Somme, vous avez été trompé citoyen général, sur le compte de cette administration. Elle veut le bien et le triomphe de la liberté et depuis que je suis icy je ne vois en elle que franchise et désir du bien. Ce n'est pas sa faute si ce département est vicié et si l'esprit public y est entièrement anéanti, cela tient à des causes qu'il seroit trop long de vous développer. Vous pouvez compter sur la vérité de mon témoignage et soyez sûr que je seray aussi ardent ami de la république et des républicains que je l'ay été dans toutes les époques de la révolution. Continuez moy votre amitié, personne ne vous est plus dévoué que moy.

Au ministre de la Guerre, le 27 Thermidor an 7e

Citoyen ministre

Je viens d'apprendre que l'escadron de cavalerie qui avoit ordre de se rendre à Amiens a reçu contre ordre. cette nouvelle a fait sourire la malveillance. Si l'infanterie n'arrive pas, je vous annonce des troubles prochains et une résistance générale de la part des conscrits. Il y a une coalition que la seule force militaire peut détruire. Nous mettrons en usage tous nos moyens dès que le tems accordé par la loy sera expiré. Je prévois qu'une plus grande opposition en sera le résultat. Les conscrits de tous les cantons déclarent hautement qu'ils ne partiront pas et ils sont soutenus par la masse de tous les autres citoyens. Il faut des coups de vigueur pour leur en imposer et prévenir les troubles mais il est impossible avec la meilleure volonté d'agir efficacement si nous manquons de troupes pour nous seconder.

Salut et respect

Citoyen ministre

L'objet dont je vais vous entretenir est si pressant si juste et si nécessaire au maintien de l'ordre qu'il est impossible que dans le jour de la réception de ma lettre vous ne vous en occupiez pas. Il s'agit citoyen ministre de l'existence des commissaires du directoire exécutif dans le département de la Somme — ils sont réduits aux abois — depuis neuf mois ils ne touchent rien — tous les jours je reçois une multitude de réclamations des plus fortes. Il est des commissaires qui sont obligés de quitter leur canton pour aller vivre ailleurs — d'autres viennent chez le payeur luy demander à emprunter un louis pour ne pas mourir de faim — citoyen ministre, dans les circonstances pénibles où nous sommes il faut du zèle et de la vigilance, mais tout s'évanouit lorsqu'on manque de moyens pour vivre, et la vénalité vient s'emparer de celui qui auroit été intègre sans le besoin — citoyen ministre, à Paris les fonctionnaires publics, les employés n'ont pas éprouvé de pareils retards — pourquoi cette inégalité, pourquoi ne pas répartir entre tous les fonctionnaires publics les acomptes qu'on pourrait donner — l'ordre public, l'exécution des loys, le payement des contributions dépend principalement des commissaires — et le gouvernement les laisse dans une indigence affreuse — depuis 10 mois ils ont fait rentrer dans le trésor public plus de 5 millions et depuis ce temps là ils n'ont pas touché une obole ni de leur traitement ni de leurs services — il est inutile de leur faire des représentations là-dessus parce que le sentiment du besoin est plus puissant que tous les autres motifs — j'ay recours à votre zèle pour la chose publique et même à votre humanité, citoyen ministre — ce terme vous peint toute l'étendue et urgence des besoins, vous me permettrez de vous les rappelez jusqu'à ce qu'enfin on y ait satisfait. Le payeur d'Amiens a beaucoup de fonds n'est-il pas cruel de laisser en souffrance ceux qui par leurs soins les font rentrer chaque jour dans la caisse ; un oubli pareil ne tend-il pas à une désorganisation prochaine et à une nullité dans les recettes — Déjà la malveillance fait circuler dans les campagnes qu'il ne faut pas payer d'imposition. La résistance va donc devenir plus forte et comment la vaincre si les commissaires après tant de rentrées ne reçoivent rien pour s'alimenter et citoyen ministre j'ay rempli un devoir sacré je vous conjure de représenter la pensée des commissaires de la Somme au directoire, au ministre des finances à la trésorerie afin que tous les obstacles soient levés et que les fonctionnaires publics les plus utiles cessent d'être les plus maltraités.

Salut et respect

le 2 fructidor an 7

Département
de
la Guerre.

Secrétariat.

Liberté.



Egalité.

Paris, le 2 fructidor an 7. de la République
française, une et indivisible.

Le Ministre de la Guerre

Au Citoyen Gayvernon commissaire du Directoire exécutif
près l'Administration Départementale de la Somme.

J'ai reçu vos différentes lettres, Citoyen Commissaire, et je me suis
empressé de mettre sous les yeux du Directoire votre situation pénible, et tout
en rendant hommage aux ressources que vous pouvez trouver dans votre
courage, je n'ai pas moins vivement senti combien vous avez besoin d'être
soutenu par la force. Le Directoire s'est vu dans la nécessité de suspendre
pour le moment, l'envoi de celles qui vous avoient été destinées. Mais j'espère
pouvoir vous envoyer sous peu, un escadron et un bataillon. Je m'appuie
avec confiance dans la continuation de votre énergie. Mandez moi où en
sont vos commises. Croyez que je répondrai à vos besoins par tous
les moyens qui sont en mon pouvoir. Si les troubles élevés dans votre
département vous donnoient de nouvelles inquiétudes, mandez le moi par
un courrier extraordinaire. Je ferai tous mes efforts pour vous faire
parvenir une demi brigade.

Salut fraternel et estime
J. B. Bernier

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

Amiens, le 7 fructidor — an 7

LE COMMISSAIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF PRES
L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE DE LA SOMME,

au Citoyen ministre de la Guerre

Citoyen ministre

Rien n'est plus important pour la tranquillité du département de la Somme que l'organisation prompte et le départ des bataillons auxiliaires, mais pour y parvenir il faut que les habillements et équipements soient confectionnés avec célérité après l'adjudication des citoyens dont on est sûr ont fait leurs soumissions pour 42 tt — on attend citoyen ministre votre réponse — il est bien à désirer que ces fournitures soient faites par la ville d'Amiens — il y avait autrefois beaucoup de manufactures — leur fermeture laisse une nombreuse population oisive et sans moyens — Cette réflexion est puissante auprès d'un ministre populaire et bon citoyen — un autre citoyen appelé Grenier fournira à 39 tt 5 centimes — Si le gouvernement luy paye les quinze mille livres qu'il luy doit — ce citoyen est d'Amiens — L'objet de cette lettre n'est pas citoyen ministre de vous inviter à donner la préférence à l'un plutôt qu'à l'autre mais à faire en sorte que la fourniture et le confectionnement reste à Amiens — c'est l'intérêt des bataillons de la république et d'Amiens — je vous prie citoyen ministre de ne mettre aucun retard dans l'envoy de votre décision.

Salut et respect

Gayvernon

Note — Le fac-similé de cette lettre figure page 26 de la publication citée supra : Comm'y-serre Gueuvernon.

4 Fructidor an 7e

Citoyen ministre

Le 18 Thermidor j'eus l'honneur de vous écrire sur la situation déplorable des commissaires de la Somme. Depuis 9 mois ils n'ont rien touché, cependant cinq millions sont rentrés dans les caisses publiques — pour leurs soins et leur activité je ne puis rien ajouter à l'exposé que je vous fis dans ma lettre mais je vous fais passer une des réclamations que je reçois journellement — il est impossible citoyen ministre que des citoyens qu'on oublie entièrement et dont les besoins sont urgents s'occupent avec zèle de la chose publique — il y a ici des fonds pourquoi ne pas leur accorder ce que l'humanité et la justice réclament en leur faveur. Celui dont la lettre est ci-jointe est obligé de quitter son canton pour trouver ayde et subsistance dans sa famille.

Salut et respect

au ministre de l'intérieur

11 fructidor an 7

Citoyen ministre

La fête du 10 août ajournée à cause des troubles et celle des vieillards furent célébrées hier. Le concours fut beaucoup plus nombreux qu'il n'avoit jamais été. Les airs patriotiques y furent applaudis. Les évolutions militaires firent beaucoup de plaisir — J'espère citoyen ministre que nous attacherons ce département à la république, ne soyez pas étonné si j'attends à vous proposer quelques changemens je ne connoissois dans la Somme il faut du tems pour ne rien faire imprudemment et agir avec poids et mesure je travaille au-delà de mes forces mais c'est pour mon pays et le bonheur des hommes — il ne me faut pas d'autre récompense citoyen ministre — vous ne me répondez pas sur le traitement des commissaires — J'en ay l'âme pénétrée depuis 9 mois ils n'ont rien touché — quels sont les fonctionnaires qui sont ainsi traités ils sont le mobile de tout, le canal par lequel toutes les contributions arrivent dans les caisses et on ne leur donne pas une obole citoyen ministre, non la chose ne peut pas aller ainsi et si partout les fonctionnaires les plus intéressans étaient traités de la sorte, nous toucherions au moment d'une décomposition totale — vous devez vous attendre citoyen ministre à des représentations continuelles de ma part sur cet objet majeur

Salut et respect

Note — Le fac-similé de cette lettre figure page 24 de la publication citée supra : Comm'y-serre Gueuvernnon.

au ministre de la guerre

14 fructidor an 7

Citoyen ministre

Je n'ay que deux mots à vous dire, vous en sentirez toute l'importance. Les conscrits à Péronne vont manquer de subsistances et conséquemment se disperseront tous citoyen ministre — j'ay eu l'honneur de vous écrire de la manière la plus pressante sur cet objet sur l'article des étapes pour ce mois sur l'adjudication des fournitures — chaque l'administration centrale et moy espérons une réponse et notre attente est trompée chaque jour — votre zèle citoyen ministre ne scauroit être ni plus actif ni plus illimité, mais vos bureaux n'expédient pas ce qui presse le plus et ce qui importe le plus à la tranquillité de ce département

Salut et respect

au ministre de la guerre

le 19 fructidor an 7

Citoyen ministre

Je n'ay point entretenu avec vous une correspondance active sur l'exécution de la loi sur les conscrits parce que je ne pouvais encore vous rien dire de satisfaisant et qu'il étoit impossible de remplir vos vues. Les subsistances manquaient à Péronne, nous vous avons écrit sur cet objet d'une manière pressante — votre réponse vient d'arriver. Les appels vont être faits. Les adjudications seront définitivement faites le 21 ; ce n'est pas la faute de l'administration si personne ne se présenta d'abord, elle veut des soumissions en suite qu'elle vous envoie, comme vous ne luy avez pas répondu ; elle adjugera les fournitures le 21 de ce mois. Le général Tuncq se fixe à Amiens du consentement du général Hedouville. Ce général ira parfaitement d'accord avec nous — et vous pouvez être convaincu que dans un mois le département de la Somme aura une physionomie bien différente de celle qu'il avoit — il n'y a aucun trouble — dans le département, ceux de la Seine Inférieure sont apaisés cependant j'ay la certitude que dans les bois de Beaumont qui s'étendent jusqu'à nous il y a beaucoup de conscrits et de déserteurs. J'en préviens le commissaire du directoire de l'administration centrale de l'Aisne afin qu'il fasse prendre des mesures pour ce qui le concerne.

Salut et fraternité

Citoyen ministre de l'intérieur

Je vous envoie un tableau des commissaires du directoire exécutif qui doivent être changés — je vous assure que je ne me suis décidé à proposer au directoire exécutif et à vous ce changement qu'après l'examen le plus sérieux. L'instabilité est suivant mon opinion un grand vice dans un gouvernement — Si j'avais cru qu'il fût possible de créer un esprit public dans le département de la Somme en le laissant dans le même état je m'y serois décidé par goût et par principes mais quand il y a nécessité il faut s'y résoudre — je me borne à 12 destitutions parce que je suis persuadé qu'elles suffiront et que tous les autres commissaires rempliront leur devoir et qu'ils marcheront d'après l'exemple que je leur donne — il est inutile de vous marquer les raisons particulières qui m'ont engagé à vous demander remplacement de chacun d'eux — il suffit que vous sachiez que dans tous les cantons il y a une inexécution parfaite des loys — que nul réquisitionnaire ni conscrit n'y est parti depuis le commencement de la révolution — qu'on sonne les cloches — que les arbres de la liberté y sont continuellement coupés — que les prêtres réfractaires faute de surveillance y prêchent la contre-révolution ouvertement — que dans quelques-uns de ces cantons on a incendié les fonctionnaires publics — J'ay consulté pour ce changement tout ce qu'il y avoit de plus républicain et de plus probe. J'ay communiqué à l'administration centrale mon travail, nous l'avons discuté ensemble ; elle a adopté à l'unanimité tous les remplacements que je propose au directoire et à vous — il est impossible de mettre plus de justice et de sagesse que j'ay mis dans les choix citoyen ministre. Si la députation est consultée je présume que les intérêts divers tâcheront de mettre des obstacles à l'adoption de notre travail car chacun a ses créatures — cependant le bien de la chose exige qu'il soit approuvé dans sa totalité et approuvé tout de suite ; j'ay tâché de faire cette opération le plus secrètement qu'il m'a été possible — malgré mes précautions elle a transpiré et ce seroit un grand mal que de différer de s'en occuper — je ne vous parle ni de l'administration centrale ni de l'administration municipale d'Amiens parce que l'une et l'autre sont composées d'hommes dévoués à la constitution de l'an 3 et à son affermisement — elles ont été constamment contrariées dans leurs vues — elles ne peuvent en avoir ni de meilleures ni de plus prononcées — Le seul motif qui m'a fait accepter la place que j'ay est l'amour de la patrie — je n'éprouve d'autre besoin que d'y faire le bien et mon attachement extrême à la vérité me met à l'abri du plus léger soubçon de partialité de passion et de considération particulière.

Salut et fraternité

23 fructidor an 7

Mon cher Francastel je te prie de présenter au ministre le travail que je lui envoie par ce courrier sur le changement de quelques commissaires — il est très urgent que le travail soit adopté et la chose publique veut qu'il le soit dans sa totalité ; j'ay mis dans cette épuration toute la justice et la sagesse que je devois y mettre — L'administration centrale l'a approuvée à l'unanimité. Si on consulte la députation les intérêts particuliers et les considérations retarderont — ou affaibliront la mesure et je ne pourray pas faire le bien que je me propose de faire ici — je n'ay d'autre vue et d'autre intérêt que la chose publique dans ces changements. Comme le ministre et les collaborateurs sont animés du même esprit que moy je ne doute pas qu'il ne s'empresse de faire adopter par le directoire exécutif l'état de mutations ; mes amitiés à Roux fazillac et à tous nos amis.

Salut et affection

au ministre de la guerre — 23 fructidor an 7

Citoyen ministre

Le général tunq est à Amiens depuis quelques jours — nous avons prié le général d'hedouville de ne pas changer sa destination — il nous l'a promis — nous espérons que vous approuverez citoyen ministre sa résidence à Amiens — elle y est absolument nécessaire — vous ne pouvez vous former une idée de l'esprit de ce département tant il est mauvais — il y a une force d'inertie passée en habitude qui paralyse tout — lorsque la gendarmerie passe dans un canton pour forcer les conscrits à partir ils s'évadent — à Péronne et deux ou trois jours après ils désertent — plusieurs causes concourent à cette désertion outre celles qui se trouvent dans les affections naturelles et les intérêts — il y en a d'autres qui sont très puissantes — une foule de prêtres réfractaires courent de nuit dans les cantons et pervertissent les citoyens — ils ont tant de protecteurs et de receleurs qu'on ne peut savoir où ils résident ; j'en ay fait cependant prendre hier un dans le canton de querrieux — il disoit la messe à une heure après minuit — il y avoit un attroupement de plus de cent personnes : ces hommes là ne parlent que désobéissance aux loys — du retour prochain d'un roy, de sa bonté pour ceux qui ne partiront pas — nous viendrons à bout de les découvrir peu à peu des perturbateurs mais il nous faut un général dévoué qui soit bien d'accord avec l'administration, nous l'avons trouvé dans le général tunq — nous vous prions de ne pas changer sa résidence — Si nous ne réussissons pas à faire exécuter les loys républicaines et à faire aimer la république et le gouvernement ce ne sera pas notre faute car nous consacrons tous nos momens pour arriver à ce résultat

Salut et respect

Citoyen ministre

Les menaces contre les administrations insouciantes et malveillantes doivent se réaliser parce qu'un gouvernement doit toujours être obéi lorsqu'il commande l'exécution de la loi mais celles qui ont la meilleure volonté et dont l'action est seulement paralysée par le défaut de moyens méritent des égards et on doit s'empresse de leur fournir les moyens qu'elles réclament. L'administration de la Somme a du zèle et de bons principes — elle veut fortement le bien de la république et concourir à vos vues vraiment républicaines, mais citoyen ministre lorsqu'il n'y a pas d'esprit public et que le seul mobile des âmes est la crainte, n'est-il pas évident que sans force on n'obtient aucun résultat heureux. La gendarmerie parcourt les campagnes fait partir les réquisitionnaires et les conscrits, et lorsqu'ils sont à Péronne ils désertent par bandes et c'est à recommencer — Il s'est contracté dans ce département une habitude de désobéissance qui ne sera vaincue que par un concert unanime de volontés et de force. L'union des volontés existe entre les autorités civiles et militaires et elle ne sauroit être plus intime — donnez nous un bataillon et nous vous répondons citoyen ministre de l'exécution parfaite de la loi — peut-on l'espérer par une autre voye, lorsque malgré notre vigilance nous savons qu'une foule de predicans fanatiques et royaux parcourent de nuit les campagnes et provoquent la désobéissance aux loys au prix de la cordialité en intéressant la conscience ; une protection générale est accordée aux conscrits aux réquisitionnaires aux prêtres réfractaires — il est indispensable de vaincre une résistance aussi forte sans une force armée un peu considérable — un bataillon suffira parce que nous avons préparé des élémens qui se déploieront lorsqu'ils se verront efficacement secondés. Les autorités en imposent assez pour empêcher les troubles mais pas suffisamment pour faire exécuter les loys — depuis que je suis à Amiens nous ne cessons de vous le marquer citoyen ministre ; vous aviez écouté nos représentations, je ne sais pourquoy elles n'ont pas produit d'effet.

Citoyen ministre, le 1er juri a cessé ses fonctions et l'autre n'est pas organisé cependant il y a une infinité de conscrits qui prétendent à l'exemption, il n'y a qu'une voix sur l'incorruptibilité des membres qui ont composé celui de péronne ; je ne puis vous dissimuler citoyen ministre que ces créations de nouveaux juri les modifications faites aux loys augmentent prodigieusement vos travaux — compliquent singulièrement l'administration et tuent la loi — c'est une expérience qu'on fait constamment et dont le génie français ne s'est pas corrigé depuis le commencement de la révolution. Le bon citoyen le républicain obéit et il est victime parce que les changemens qu'on fait soit à la loi soit aux arrêtés tournent au profit de l'aristocratie toujours en retard — le premier juri demande des fonds pour les fournitures qu'il a fait — cela est de toute justice —

Citoyen ministre il faut des armes aux conscrits — L'administration et le général quelques efforts qu'ils fassent auront de la peine à s'en procurer même une petite quantité par des ordres et des visites. Cependant les armes attachent le soldat et il faut luy en donner ; nous activerons la livraison des autres fournitures autant que nous le pourrons.

Je ne vous laisse rien ignorer citoyen ministre sur l'état du département de la Somme et les moyens de le changer — sous le rapport de votre ministère je suis bien convaincu que vous ferez tout ce qui dépendra de vous pour y opérer le bien et l'exécution de la loi

Salut et respect

Je reviens citoyen ministre sur le commissaire de St Sauflieu par la copie de la lettre que je vous envoie vous verrez quelle surveillance il exerce. Les transgressions les plus formelles ont lieu chaque jour et il ne daigne pas en prévenir ceux qui sont chargés de faire exécuter les loys. Il se tait sur les causes qui anéantissent l'esprit public. Il semble qu'il avait des ordres secrets pour favoriser au contraire les prédicateurs de la contre-révolution. Son changement est le plus impérieusement commandé. Je garde le silence sur une infinité d'autres motifs.

J'avais proposé dans le 1er tableau pour remplacer le citoyen Billot commissaire à Rosières le citoyen Sibille, mais le citoyen Leroux ex-payeur particulier de Montdidier sera plus propre d'après le citoyen Scellier représentant du peuple.

29 fructidor an 7

au ministre de la guerre

Citoyen ministre

Les subsistances sont arrivées. Le commissaire ordonnateur a fait un appel de 12 000 quintaux. L'administration vient de les répartir entre les cantons. J'auray soin que les versements s'effectuent. S'il y a des malversations que nous ne puissions pas supprimer je vous les dénoncerai afin que vous fassiez justice de ceux qui les commettraient.

Salut et fraternité

au ministre de la guerre — 29 fructidor an 7

Citoyen ministre

Les conscrits font la navette. La gendarmerie les chasse et ils vont à péronne et de péronne ils retournent dans leurs foyers ils se croient autorisés à y rester jusqu'au 10 vendémiaire prochain par l'arrêté du directoire exécutif qui en effet ne dit pas assez clairement que cet arrêté ne regarde pas les conscrits des bataillons auxiliaires. La mauvaise volonté ne cherche qu'un prétexte. Le nombre des conscrits s'élève à 600 et il y a en réquisitionnaires déserteurs ou conscrits sujets à la loi au moins 8000 cela seul citoyen ministre doit vous faire connaître la nécessité de nous envoyer pendant quelques jours un bataillon. La force morale est nulle dans le département de la Somme — toutes les impulsions que nous lui donnerons ne vaincront pas cette résistance, elle détruira au contraire l'effet que nous attendons de nos efforts : le séjour d'un bataillon pendant 4 ou 5 décades changera entièrement ce département. J'en ay citoyen ministre motivé la demande par toutes sortes de raison — je ne fais aujourd'hui que vous les rappeler Les généraux ne voyent d'autre moyen pour arrêter l'ascendant de la malveillance et déterminer la jeunesse si elle se prêtoit à l'appel de la patrie. Les bataillons auxiliaires de la Somme seroient superbes car on ne peut pas voir une plus belle jeunesse

Salut et fraternité

au ministre de la guerre

pour luy seul

2e complémentaire an 7

Citoyen ministre

Vous m'avez invité par votre lettre du 29 fructidor à vous désigner les causes qui empêchent les conscrits de se rendre à péronne pour s'y organiser en bataillons — il est aisé citoyen ministre de vous satisfaire

1.- Les réquisitionnaires et les conscrits ne rejoignent pas parce que depuis quatre ans on est sur cet objet en désobéissance ouverte et que la résistance est devenue habitude. L'administration et la gendarmerie faisoient tous leurs efforts pour leurs départs — ils s'opéroient mais huit jours après tous rentraient dans leurs foyers et y demeuroient —

2.- Les dispositions sont entretenues par une foule de prêtres réfractaires qui parcourent de nuit les campagnes et intéressent les consciences à ne pas laisser partir les jeunes gens —

3.- Les bruits de toute espèce qu'on a semés sur la contrerévolution qu'on imaginait très prochaine contribuent à mettre inexécution de la loi —

4.- La récolte qui n'est pas encore levée a servi de prétexte à plusieurs —

5.- L'arrêté du directoire exécutif qui déclare que ceux qui n'auront pas rejoint leurs corps le 10 vendémiaire seront regardés et punis comme déserteur quoique l'arrêté ne regarde pas les derniers conscrits ils se l'appliquent néanmoins et croient qu'il suffit de se rendre avant le dix vendémiaire — La mauvaise volonté saisit les prétextes les plus frivoles —

6.- Le grand nombre de ceux qui s'étant présentés devant les juri et n'ayant pu être visités s'en sont retournés et ont donné le mauvais exemple — enfin il semble que tout soit réuni pour retarder cette organisation si urgente —

L'air de péronne est très mauvais et très fiévreux — je crains bien que cette nouvelle cause ne vienne encore augmenter les causes de la désorganisation —

7.- Citoyen ministre les commissaires en général me paraissent avoir fait leur devoir — ils ont exhorté prêché menacé mais on ne les a pas écoutés — Les municipalités n'y mettent pas le même zèle parce que les agens redoutent d'être incendiés et ont souvent des enfans ou des parens qu'ils favorisent L'administration centrale a pris tous les moyens qui dépendoient d'elle et journellement elle s'en occupe — je vous ay écrit citoyen ministre plusieurs fois sur la nécessité d'avoir dans le département de la Somme un bataillon pour donner force à la loi — nos demandes n'ont eu jusqu'à présent aucun effet — je les réitère encore parce que la nécessité est la même. Le général tunq et la gendarmerie font tous les efforts ; et pour la décade prochaine nous avons concerté une mesure qui aura quelque effet du moins je le présume — je vous en feray part citoyen ministre lorsqu'elle aura donné le résultat que nous en attendons.

Le 1er juri reprendra ses fonctions le 4e complémentaire et le second juri entrera en exercice le 3 de vendémiaire. Le département vient de donner un avertissement à tous ceux qui doivent être visités — que tout conscrit qui prétendrait à l'exemption et ne seroit pas rendu à péronne avant le 10 vendémiaire sera saisi comme déserteur —

Mon opinion est qu'après avoir épuisé tous les prétextes les conscrits partiront et que la vigueur les retiendra dans les bataillons mais pour assurer le succès il faut de la force — Soyez convaincu citoyen ministre que nous pensons sans cesse à l'exécution de cette loi et à celle de l'emprunt forcé et que rien de notre part n'a été et ne sera négligé pour le bien de la patrie

Respects

Citoyen ministre

La désertion parmi les conscrits continue aujourd'hui — Les officiers organisateurs nous ont fait passer une liste de 150 déserteurs — depuis quatre ans on se conduit de la sorte dans le département de la Somme — L'administration sur ma réquisition vient d'arrêter que 600 hommes des colonnes mobiles bien choisis par les municipalités seroient mis à la disposition du général tunq et suppleroient au défaut des troupes de ligne — Le général tunq doit se mettre à la tête d'un détachement — je pense que cela fera un bon effet — La gendarmerie a l'ordre de dresser des procès-verbaux contre les receleurs — nous en livrerons à la justice quelques-uns des plus marquans — peut-être ces exemples rendront-ils la désertion moins fréquente, voicy citoyen ministre ce que nous croyons de plus propre à nous faire arriver au but — Si nous imaginions des moyens plus efficaces nous nous empresserions de les prendre — des troupes de ligne en auroient imposé davantage et rendroient la désertion plus difficile puisque malgré le besoin dont nous en avons, nous ne pouvons en obtenir il faut en attendant recourir à d'autres mesures — il est fort heureux que le désarmement se soit opéré sans aucune peine — par là nous pouvons armer la colonne mobile et nous appréhenderons moins les ennemis de la chose publique — peu à peu nous nous mettrons en mesure — il ne s'agira après que de relever l'esprit public — cette tâche est difficile, il ne faut pourtant pas y renoncer quelque dépravé qu'il soit.

Salut et respect

le 5 vendémiaire an 8

Citoyen ministre

Je ne puis vous donner qu'un précis de l'état politique et moral du département de la Somme j'en réserve le développement à un tems où je seray moins accablé — voicy en abrégé la vraie situation du département de la Somme

Il n'y a aucun esprit public — je pourrais même dire que l'esprit général est antirépublicain. Le peu de républicains qui s'y trouve est extrêmement sage — Le départ des conscrits aura bien de la peine à s'effectuer — La résistance est générale — depuis 4 ans ni conscrits ni les réquisitionnaires n'ont été inquiétés aussi y en a-t-il 8000 à partir — ils paroissent obéir aux efforts de la gendarmerie et des autorités, mais ils désertent ensuite — L'emprunt des cent millions faute de votes et de matrices va fort lentement —

Les contributions se payent autant que le défaut de numéraire et de ressources peut le permettre — L'autorité centrale veut le bien et désire de le faire — Les administrations rurales ne la secondent pas — il y en a beaucoup qui sont mal composées — il est difficile de les former selon le voeu du gouvernement parce qu'on manque de sujets éclairés et républicains et qu'on craint d'être incendié.

Beaucoup de commissaires sont foibles — je vous ay proposé d'en changer quelques-uns — après cette opération je tâcheray de leur donner de l'énergie et je provoqueray tous les changemens qui pourront se faire dans les administrations rurales.

Les prêtres réfractaires qui pullulent dans ce département y font le plus grand mal — j'en ay fait saisir et enfermer cinq — La protection presque générale qu'on leur accorde fait qu'il est presque impossible de les atteindre — ils parcourent de nuit les campagnes qu'ils pervertissent.

L'éducation est presque nulle. Les instituteurs particuliers donnent des leçons contraires aux principes républicains — tandis qu'on les dispensera du serment civique et qu'ils ne seront pas assujettis à se servir de livres républicains ils ne feront que des ennemis à la république — Les réparations des routes sont urgentes — L'ingénieur en chef est très zélé — il s'occupe sérieusement de cette partie — La gendarmerie maintient l'ordre — Ses chefs sont républicains et ils ne sauraient avoir une meilleure tenue —

La garde nationale d'Amiens est mal composée — elle n'est pas attachée au gouvernement républicain — elle est commandée par ses ennemis —

La garde nationale des cantons ruraux n'a aucun zèle pour l'exécution des loys — L'administration centrale s'est vue forcée de former une colonne mobile de 600 hommes choisis dans tout le département pour cet objet —

Dans les dernières fêtes républicaines le peuple a montré quelque contentement — on a applaudi aux airs et aux discours patriotiques — ce qui depuis 4 ans n'était pas arrivé —

Tous les délits commis contre la république comme vols de faux attentats contre les acquéreurs de domaines nationaux — infidélité dans la perception des contributions sont toujours infailliblement acquittés La récolte est très médiocre dans quelques cantons et passable dans d'autres — il n'y a abondance nulle part — Le grain a souffert dans le champ —

Je vous ay dénoncé citoyen ministre une exportation de grain par Boulogne — sur—mer — Je suis presque certain qu'on remet en pratique les manoeuvres avec lesquelles on a tenté d'affamer la France —

Citoyen ministre

La désertion parmi les conscrits continue aujourd'hui — Les officiers organisateurs nous ont fait passer une liste de 150 déserteurs — depuis quatre ans on se conduit de la sorte dans le département de la Somme — L'administration sur ma réquisition vient d'arrêter que 600 hommes des colonnes mobiles bien choisis par les municipalités seroient mis à la disposition du général tunq et suppleroient au défaut des troupes de ligne — Le général tunq doit se mettre à la tête d'un détachement — je pense que cela fera un bon effet — La gendarmerie a l'ordre de dresser des procès-verbaux contre les receleurs — nous en livrerons à la justice quelques-uns des plus marquans — peut-être ces exemples rendront-ils la désertion moins fréquente, voicy citoyen ministre ce que nous croyons de plus propre à nous faire arriver au but — Si nous imaginions des moyens plus efficaces nous nous empresserions de les prendre — des troupes de ligne en auroient imposé davantage et rendroient la désertion plus difficile puisque malgré le besoin dont nous en avons, nous ne pouvons en obtenir il faut en attendant recourir à d'autres mesures — il est fort heureux que le désarmement se soit opéré sans aucune peine — par là nous pouvons armer la colonne mobile et nous appréhenderons moins les ennemis de la chose publique — peu à peu nous nous mettrons en mesure — il ne s'agira après que de relever l'esprit public — cette tâche est difficile, il ne faut pourtant pas y renoncer quelque dépravé qu'il soit.

Salut et respect

Citoyen ministre

Je ne puis vous donner qu'un précis de l'état politique et moral du département de la Somme j'en réserve le développement à un tems où je seray moins accablé — voicy en abrégé la vraie situation du département de la Somme

Il n'y a aucun esprit public — je pourrais même dire que l'esprit général est antirépublicain. Le peu de républicains qui s'y trouve est extrêmement sage — Le départ des conscrits aura bien de la peine à s'effectuer — La résistance est générale — depuis 4 ans ni conscrits ni les réquisitionnaires n'ont été inquiétés aussi y en a-t-il 8000 à partir — ils paroissent obéir aux efforts de la gendarmerie et des autorités, mais ils désertent ensuite — L'emprunt des cent millions faute de votes et de matrices va fort lentement —

Les contributions se payent autant que le défaut de numéraire et de ressources peut le permettre — L'autorité centrale veut le bien et désire de le faire — Les administrations rurales ne la secondent pas — il y en a beaucoup qui sont mal composées — il est difficile de les former selon le voeu du gouvernement parce qu'on manque de sujets éclairés et républicains et qu'on craint d'être incendié.

Beaucoup de commissaires sont foibles — je vous ay proposé d'en changer quelques-uns — après cette opération je tâcheray de leur donner de l'énergie et je provoqueray tous les changemens qui pourront se faire dans les administrations rurales.

Les prêtres réfractaires qui pullulent dans ce département y font le plus grand mal — j'en ay fait saisir et enfermer cinq — La protection presque générale qu'on leur accorde fait qu'il est presque impossible de les atteindre — ils parcourent de nuit les campagnes qu'ils pervertissent.

L'éducation est presque nulle. Les instituteurs particuliers donnent des leçons contraires aux principes républicains — tandis qu'on les dispensera du serment civique et qu'ils ne seront pas assujettis à se servir de livres républicains ils ne feront que des ennemis à la république — Les réparations des routes sont urgentes — L'ingénieur en chef est très zélé — il s'occupe sérieusement de cette partie — La gendarmerie maintient l'ordre — Ses chefs sont républicains et ils ne sauraient avoir une meilleure tenue —

La garde nationale d'Amiens est mal composée — elle n'est pas attachée au gouvernement républicain — elle est commandée par ses ennemis —

La garde nationale des cantons ruraux n'a aucun zèle pour l'exécution des loys — L'administration centrale s'est vue forcée de former une colonne mobile de 600 hommes choisis dans tout le département pour cet objet —

Dans les dernières fêtes républicaines le peuple a montré quelque contentement — on a applaudi aux airs et aux discours patriotiques — ce qui depuis 4 ans n'était pas arrivé —

Tous les délits commis contre la république comme vols de faux attentats contre les acquéreurs de domaines nationaux — infidélité dans la perception des contributions sont toujours infailliblement acquittés La récolte est très médiocre dans quelques cantons et passable dans d'autres — il n'y a abondance nulle part — Le grain a souffert dans le champ —

Je vous ay dénoncé citoyen ministre une exportation de grain par Boulogne — sur—mer — Je suis presque certain qu'on remet en pratique les manoeuvres avec lesquelles on a tenté d'affamer la France —

L'industrie est entièrement anéantie — dans Amiens le nombre des ouvriers employés est très petit — toute la multitude est sans ouvrage — Les cantons ruraux d'Abbeville et d'Amiens n'offrent plus aucune trace de commerce — Les administrations sont comme désorganisées par le défaut de payement des fonctionnaires publics — Les employés donnent leurs démissions ou ne se rendent pas à leurs bureaux — plusieurs commissaires très bons patriotes ont offert leurs démissions ne pouvant plus vivre — Les bons citoyens ne se connaissent pas ou sont populaires — parce qu'ils craignent d'être calomniés et d'être victimes de la calomnie malgré leur prudence et la raison qu'ils mettaient dans leurs discussions — il n'y a cependant pas d'autre moyen que ces sociétés pour éclairer le peuple d'Amiens qui ne lit pas, qu'on égare, qui souffre et qu'on désespère par les bruits faux qu'on fait circuler —

Cet exposé citoyen ministre vous suffira pour avoir une idée du département de la Somme et de ce qui s'y fait. Lorsque la multiplicité de mes occupations me le permettra, je consacrerai le loisir qu'elles me laisseront à vous tracer un tableau raisonné et méthodique de l'état du département de la Somme

Salut et respect

au ministre de l'intérieur

9 vendémiaire an 8

Citoyen ministre

La colonne mobile est partie depuis plusieurs jours — elle se conduit et opère bien. Les réquisitionnaires commencent enfin à partir pour Rouen en criant vive la république. Les conscrits sont à péronne en foule — ainsi l'impulsion est donnée croyez vous bien citoyen ministre qu'il y aura douze à treize mille hommes qui partiront de la Somme — depuis 4 ans tous les défenseurs de la patrie étaient rentrés — dans le département ils n'y étaient pas inquiétés — nous vous apprenons qu'avec le temps ils renforceront nos armées et que la loi s'est exécutée — L'harmonie et la bonne volonté des autorités promettent au gouvernement un heureux résultat — vous avez la certitude citoyen ministre qu'il ne se commettra pas icy la plus légère injustice et que les abus seront dénoncés quand on ne pourra pas les dénoncer aux différents ministres —

Citoyen ministre les changemens que j'ay proposés ne scauroient être plus instans — ils sont peu nombreux mais ils sont commandés par le désir qu'a le gouvernement de rendre le département de la Somme à la république Le commissaire de Sanflieu quoyque beau-frère du citoyen Thierry représentant du peuple doit être destitué. Les plaintes s'accumulent sur luy — son canton est gangrené d'aristocratie de fanatisme — aucun conscrit n'en est parti —

Je pouvois dire autre chose citoyen ministre, je vous le dis en secret. Le représentant du peuple et ceux qui se réunissent à luy pour empêcher ou retarder les 12 changemens ne sont pas prudens car enfin si on s'oppose au bien il faudra bien déchirer le voile et le déchirer publiquement — je suis plus que modéré et vous le voyez par ma conduite mais quand l'amour de mon pays exige que je me montre je le fais avec toute l'énergie dont je suis capable — je me tais pour le bien de mon pays et pour ne pas rompre l'union. Si je suis forcé de parler pour le même motif je romprai le silence — je vous écrit ceci confidentiellement — j'insiste sur le prompt changement des commissaires — vous prie de déchirer ma lettre —

Salut et respect

au ministre de l'intérieur

Citoyen ministre

Je ne me propose pas de vous faire un rapport bien développé sur la situation du département de la Somme que lorsque l'administration et moy serons parvenus au point de pouvoir vous donner les détails les plus satisfaisans ; en attendant le résultat de nos efforts, je me contenteray de vous indiquer ce qui se passera de plus saillant

La département de la Somme est parfaitement tranquille sur tous les points ; le gouvernement doit être assuré que cette tranquillité ne sera pas troublée — nous avons composé une seule colonne mobile composée de 600 hommes choisis — nous l'avons armée, elle est distribuée dans les cantons pour le départ des conscrits et des réquisitionnaires — elle s'y conduit très sagement et obtient des succès — les conscrits et les réquisitionnaires arrivent en foule à péronne et à amiens — Le ministre de la guerre est amplement instruit sur ce point. J'ay fait arrêter cinq prêtres réfractaires qui fanatisoient les cantons où ils étaient cachés — j'en ay rendu compte au ministre de la police.

Un émigré a été aussi saisi — j'en ay instruit le même ministre — Sur ces 2 derniers objets j'ay avec luy une correspondance très exacte —

Les tribunaux et les directeurs de juri se conduisent très mal. Les délits commis contre la république ne sont jamais punis — les faux les vols la faveur accordée aux déserteurs sont des crimes dont on est presque toujours absous — j'en ay pas laissé ignorer au ministre de la justice ces dispositions des tribunaux dont les commissaires — L'accusateur public et quelques juges remplissent cependant avec zèle leurs obligations — La campagne est dans la désolation parce qu'elle n'a pu achever de lever la récolte — elle étoit très médiocre et les pluies ont gâté beaucoup de grain — il y a eu pendant la moisson quelques délits ruraux — je vous ay prévenu citoyen ministre sur une exportation de blé dont je suis convaincu elle a eu lieu dans le pas de calais, à Boulogne et sur toute la côte pour l'Angleterre ou son armée en Hollande

Le peuple qui vivoit dans les villes et surtout à Amiens de son travail dans les manufactures souffre beaucoup parce qu'il y a cessation de travail — il seroit très malheureux que le blé vint à augmenter —

Les chemins sont très mauvais. L'ingénieur en chef qui est très attaché aux intérêts de la république s'occupe de ces réparations et stimule les fermiers —

Hier nous avons fait l'ouverture des concours de l'école centrale — Le concours étoit considérable — Le professeur qui prononça le discours s'en tira en homme instruit dans les sciences et l'art de les enseigner et en républicain bien prononcé —

A Abbeville on a osé célébrer une fête funèbre et élever un autel en la mémoire de pie 6 — tous les républicains en sont indignés — afin qu'un pareil scandale ne se reproduise pas j'ay adressé une lettre dont vous trouverez un exemplaire adressée à la municipalité et au commissaire qui m'ont laissé ignorer cet outrage public à la nation et qui ne l'ont pas empêché — j'ay cru devoir donner de la publicité à ma lettre afin de frapper le fanatisme et de rallier tous les fonctionnaires publics contre luy en faveur des loys républicaines, citoyen ministre — justice rigoureuse et protection pour tous, mais énergie légale contre tous ceux qui ne remplissent leurs devoirs ce qui m'a déterminé à publier cette lettre c'est qu'on se dispoit à imiter cet exemple dans plusieurs autres cantons — Les prêtres réfractaires agissent avec prudence — j'attens pour découvrir leurs aziles que la loi de la circonscription soit exécutée —

nous avons fait proclamer avec appareil les grandes victoires des armées d'orient et d'helvétie le peuple y a pris part et a applaudi — l'esprit public commence à naître Si depuis 15 jours vous aviez fait adopter — le travail sur les commissaires il seroit à deux crans de plus — plus vous différerez cette opération plus vous retarderez les progrès de l'opinion républicaine. Les intérêts et les affections cherchent à vous en imposer — citoyen ministre ils ne vous tromperont pas car nous vous avons dit la vérité et vous êtes jaloux de faire le bien — il y a sans doute un plus grand nombre de commissaires qu'on pourroit changer, mais ce nombre nous paroît suffisant et nous n'aimons pas l'instabilité —

Les administrations ont demandé la levée de l'état de siège de la ville d'Amiens au ministre de la guerre — cette mesure est devenue entièrement inutile — Les autorités civiles et militaires sont parfaitement d'accord

Voicy citoyen ministre en masse ce qui intéresse votre ministère et ce que j'ay cru devoir vous écrire en attendant de plus grands développements et des résultats plus heureux pour la chose publique et plus satisfaisans pour vous

Salut et respect

Bonjour à mes anciens collègues et à mes amis roux — fazillac et francastel — je les prie de lire les pièces et la lettre que j'envoie au ministre de l'intérieur et de les luy remettre — je leurs donne beaucoup de peine — ils m'excuseront bien j'en suis sûr —

Salut et fraternité

Gayvernon

amiens le 22 Vendémiaire an 8

Lettre de Gay-Vernon

Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale du département de la Somme,
Aux membres de l'Administration Municipale d'Abbeville,
et aux Commissaires du Directoire exécutif près d'elle . (note)

Citoyens,

Il est donc bien constant que l'acte le plus incroyable, le plus absurde, le plus contre-révolutionnaire, et le plus immoral, vient d'avoir lieu dans l'enceinte de vos murs. Quoi ! on a dressé un catafalque, élevé un autel, célébré avec pompe une fête funèbre dans la ci-devant collégiale d'Abbeville, en mémoire de l'assassin de Basseville, Ambassadeur de France, du brave Duphot, et de tant de Français, et vous avez souffert cet outrage à la nation, à la raison, à la morale et à l'humanité !

On a exhumé sous vos yeux la Couronne et la Thiare ensevelies sous le poids de l'iniquité, pour les exposer à la vénération du peuple, et dans votre indignation, vous n'avez pas ordonné qu'elles seroient brisées avec l'ignominie qu'elles inspirent ! Le temple où la patrie éplorée venoit de répandre des larmes sur la tombe de Joubert, et de l'orner des fleurs de l'immortalité, a été souillée par une apothéose aussi ridicule que criminelle, et vous avez gardé un coupable silence !

Cet impie, qu'on nomme Pie VI, que Rome même avilie méprisoit, s'est ligué avec les barbares du Nord et de l'Orient, c'est-à-dire avec ce qu'il appeloit le schisme, l'hérésie et le paganisme, pour réasservir le monde, et replonger dans les ténèbres de l'ignorance, et anéantir toutes les idées libérales. Cet impie, qu'entouroient tous les vices personnifiés, et qu'une crapule honteuse déshonorait , a couvert notre patrie de sang et de carnage. Il a fait prêcher, au nom de Dieu, par ses émissaires répandus partout, le meurtre et l'assassinat des hommes libres et vertueux.

Et c'est à la mémoire de cet ennemi du nom français, de la raison et des vertus, qu'on a osé rendre des hommages publics !

L'horrible esprit qui, dans ce siècle, a traîné à l'échafaud, dans Abbeville, l'infortuné Labarre, y vit donc encore ? Quel contraste bizarre !

Les Conscrits du Département de la Somme se rendent en foule à Péronne, pour aller partager la gloire de nos invincibles armées ; trois mille attendent leurs drapeaux et leurs habits pour voler à la victoire, et achever la ruine des hordes barbares qui avoient conjuré la perte de la République française ; et les fonctionnaires publics d'Abbeville tolèrent qu'on déifie un des monstres qui vouloient dévorer la Patrie !

Citoyens, vous êtes sortis de cette ligne honorable qu'ont formé les Membres de toutes les Autorités du Département de la Somme, pour propager les lumières, instruire le Peuple de ses droits, relever son courage, faire chérir le Gouvernement républicain et ses Lois , et donner l'exemple du dévouement, de la surveillance et des vertus ; je vous plains.

Note —

Cette lettre de Gay-Vernon est extraite d'une brochure de quatre pages, imprimée à Rouen, chez Guilbert et Herment, rue Nationale, emplacement des Cordeliers (1799). Cette brochure porte pour titre Les Administrateurs municipaux du canton d'Abbeville et le Commissaire du Directoire exécutif à leurs concitoyens. On lit, à la fin du texte, la date du 25 Vendémiaire an VIII, soit le 17 octobre 1799. La lettre de Gay-Vernon peut dater du mois qui précède ou des premiers jours d'octobre.

Pour compléter son information, le lecteur pourra se reporter à l'article de R. Rodière, paru dans le «Bulletin de la Société d'Emulation d'Abbeville» (année 1923, n^o 1 - 2) et intitulé Deux épisodes de l'Eglise constitutionnelle du département de la Somme.

INDEX DES NOMS PROPRES

Note : Le nom est suivi de la date de la lettre dans laquelle il figure
et d'une courte biographie du personnage. (quand cela est possible)

Basseville (ou Bassville) (Hugou) — vendémiaire — ?

Secrétaire du représentant de la France à Naples.

Envoyé à Rome, il prétendit arborer le drapeau tricolore.

Il fut massacré le 13 janvier 1793 au cours d'une émeute.

Bernadotte (Jules) — 23 thermidor —

né à Pau en 1764 et décédé Roi de Suède en 1844.

Le 15 messidor an VII, il fut nommé ministre de la guerre.

Billot — 28 fructidor —

Damay — ampliation —

Duphot vendémiaire — ?

Général français tué le 28 décembre 1797 lors d'une émeute pro-française à Rome.

Francastel (Marie-Pierre) — 23 fructidor —

— 22 vendémiaire —

homme politique français, né à Formerie (Picardie) en 1761 et mort à Paris en 1831.

Il fut élu suppléant à la Convention, puis adjoint au Comité de Salut public ; fut envoyé en mission dans l'Ouest où il participa à la répression dirigée par Carrier. Il obtint plus tard de modestes emplois dans l'administration.

Grenier — 7 fructidor —

citoyen amiénois —

L'anthroponyme Grenier est attesté en 1849 à Amiens (Voir « Répertoire des noms de famille de la Somme » de Boyenval, Debrie, Vaillant — Amiens, Eklitra, XV, 1972)

Hédouville (Gabriel - Marie - Théodore - Joseph) — 19 fructidor

— 23 fructidor —

est né à Laon en 1755 et mort à Brétigny (Oise) en 1825.

Il fit une brillante carrière militaire.

Joubert (Barthélémy Catherine) — vendémiaire — ?

né à Pont-de-Vaux en 1769.

Général en chef des armées d'Italie en octobre 1798, il démissionne peu après, en désaccord avec l'activité des commissaires civiles du Directoire. Ayant repris son commandement en été 1799, il fut tué au début de la bataille de Novi.

Sieyès avait songé à lui pour fomenter un coup d'État contre le Directoire.

La Barre (Jean - François Lefèvre, chevalier de) — vendémiaire — ?

né à Abbeville en 1747. Condamné et exécuté en 1766 après avoir été accusé de ne s'être pas découvert au passage d'une procession et d'avoir mutilé un crucifix. Il fut réhabilité par la Convention en 1793.

Lagarde (Joseph - Jean) — ampliation —

est né à Narbonne en 1755 et mort à Paris en 1839. Protégé de Merlin de Douai, il fut nommé, en l'an IV, Secrétaire général du Directoire exécutif ; fonctions qu'il conserva sous le Consulat.

Leroux — 28 fructidor —

Marbot (Jean-Antoine) — 25 thermidor —

officier général et législateur, est né à Ailliac (Cantal) en 1754 et mort à Gênes en 1800.
C'est en l'an VII qu'il fut appelé au Gouvernement militaire de Paris, avant de partir pour l'armée d'Italie.

Pie VI — vendémiaire — ?

pape de 1775 à 1799.

Condamna la Constitution civile du clergé.

Après l'entrée de Berthier dans Rome (10 février 1798), il fut déchu comme souverain temporel.

Quinette (Nicolas - Marie) — ampliation —

est né à Paris en 1762 et mort à Bruxelles en 1821.

Il fut tour à tour député de l'Aisne, membre de la Convention puis du Conseil des Cinq-cents.

Il fut appelé au ministère de l'Intérieur en 1799 et devint Préfet de la Somme après le Coup d'Etat de Brumaire.

Roux - Fazillac (Pierre) — 23 fructidor —
— 22 vendémiaire —

né en Dordogne en 1746 et mort à Nanterre (Seine) en 1833, Roux-Fazillac fut tour à tour député à l'Assemblée législative et à la Convention.

En 1789, il fut nommé, par Quinette, Chef de division au ministère de l'Intérieur.

Scellier — 28 fructidor —

Sibille — 28 fructidor —

Siéyès (Emmanuel - Joseph) — ampliation —

est né à Fréjus en 1748 et mort à Paris en 1836. Il est l'auteur, en 1789, de la célèbre brochure : «Qu'est-ce que le Tiers-Etat ?»

Membre des diverses assemblées révolutionnaires, il est ordinairement connu sous le nom de Abbé Siéyès.

Au moment de la nomination de Gay-Vernon à Amiens, il est Président du Directoire exécutif. Il sortira de cette Assemblée pour jouer un rôle déterminant dans la préparation du Coup d'Etat du 18 Brumaire qui porta Bonaparte au pouvoir.

Thierry (Louis - Léger) — 28 fructidor —
— 9 vendémiaire —

né à Monsures (Somme) en 1746 et mort à Conty en 1813, Thierry fut député de la Somme au Conseil des Anciens et au Corps législatif à partir de l'an VIII.

Il fut administrateur du district de Conty et Commissaire du Directoire exécutif d'Amiens.

Tuncq — 19 fructidor —
— 23 fructidor —
— 26 fructidor —
— 2e complémentaire —
— 4e complémentaire —

Général de division de la première division militaire du département de la Somme.

DEFINITIONS (structures administratives . . .)

Accusateur public magistrat chargé des fonctions du ministère public et nommé par le peuple.

Administration cantonale La Constitution de l'an III (1795) concentra les municipalités dans les cantons ; plusieurs communes se réunirent pour former une municipalité où chaque commune eut ses représentants (un agent et un adjoint).

Ces municipalités cantonales furent supprimées en 1800.

Voir : Administration municipale.

Administration centrale «L'administration consiste en un ensemble de moyens destinés à faire arriver le plus promptement, le plus sûrement possible, la volonté du pouvoir central dans toutes les parties de la société, et à faire remonter vers le pouvoir central, sous les mêmes conditions, les forces de la société, soit en hommes soit en argent».

Ex. Administration centrale de la Somme.

Composée de cinq membres élus au suffrage censitaire (pour être électeur, il fallait posséder un bien rapportant la valeur de deux cents journées de travail dans les communes d'au moins 6000 habitants, locataires ailleurs d'une habitation d'un loyer de cent cinquante journées ou d'une exploitation rurale d'un fermage de deux cents).

Administration municipale Les communes étaient représentées par un agent et son adjoint élus par les citoyens actifs (c'est-à-dire payant une contribution). La municipalité se formait au chef-lieu de canton par la réunion des agents.

Voir : Administration cantonale.

Colonne mobile sorte de milice communale destinée à suppléer les troupes de ligne.

Commissaire de canton représentant du Commissaire du pouvoir exécutif du département au niveau du canton.

Commissaire du pouvoir exécutif ou Commissaire du Directoire exécutif

représentant du Directoire exécutif au niveau du département —

C'est la fonction que remplit Gay Vernon dans le département de la Somme jusqu'au 18 Brumaire —

Conscrit soldat nouvellement recruté et relevant de la loi de conscription —

Décade période de dix jours qui, dans le calendrier républicain, remplaçait la semaine de sept jours —

Décadi dixième et dernier jour de la décade dans le calendrier républicain, jour de repos qui se substituait au dimanche — Le poids du travail s'en trouvait aggravé, puisqu'il n'y eut plus désormais qu'un jour de repos sur dix !

Directoire exécutif ou Directoire

Nom donné au gouvernement de la France créé par la Constitution du 5 fructidor de l'an III.

Il est composé d'un corps de cinq membres.

Ce gouvernement régit la France du 5 Brumaire an IV (27 octobre 1795) au 18 Brumaire an VIII (9 novembre 1799).

Ecole centrale

La Convention supprima les collèges d'Ancien Régime. Elle les remplaça par les écoles centrales, animées d'un esprit différent : les mathématiques, la physique, les sciences morales et politiques supplantèrent les langues anciennes et les belles-lettres. C'est en l'an IV de la République que le collège d'Amiens fut transformé en école centrale.

Escadron

corps de cavalerie qui est une subdivision du régiment.

Etat de siège

situation exceptionnelle d'une place de guerre où toute l'autorité est remise au commandant militaire.

Garde nationale

la garde nationale remplace dès 1789 les milices communales ou urbaines. La première fut créée à Paris et la France entière imita la capitale.

Un décret de l'Assemblée nationale, en 1791, régularisa l'institution.

Manufacture

lieu regroupant un grand nombre d'ouvriers pour fabriquer divers produits.

Payeur

fonctionnaire chargé d'acquitter dans le département les dépenses publiques de quelque nature qu'elles soient.

Prêtre réfractaire

prêtre catholique qui refusait la Constitution civile du clergé décrétée en 1790.

L'Assemblée constituante avait prononcé la suppression des bénéfices ecclésiastiques par un décret du 2 novembre 1789 et ordonné, en 1790, la vente des biens du clergé.

Les membres du clergé ayant accepté de prêter serment furent prêtres «jureurs», ils faisaient partie de l'Eglise constitutionnelle. Cette scission à l'intérieur de l'Eglise catholique en France prit fin avec le Concordat signé le 15 juillet 1801 entre le Pape et le Premier Consul. (lire à ce sujet : René Vaillant : Etat du clergé concordataire dans le département de la Somme, Arrondissement d'Abbeville.

EKLITRA, 3, 1967

Idem Arrondissement de Doullens : EKLITRA : Bulletin trimestriel n° 2 - 1985 et suivants (en encart). Le périple d'un prêtre picard réfractaire EKLITRA Revue 4. 1970).

voir : Serment civique

Représentant du peuple membre des assemblées nationales convoquées pendant la Révolution.

Réquisitionnaire

jeune soldat appelé sous les drapeaux par la réquisition.

La réquisition permanente désignait la levée en masse décrétée en 1793 par le Comité de Salut public.

Serment civique

serment de fidélité à la Nation et à la Loi que les ecclésiastiques devaient prêter à la suite du vote de la Constitution civile du clergé en 1790.

Voir : prêtre réfractaire

QUELQUES DIRECTIONS DE RECHERCHES OU ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION

Cette publication ne doit pas clore le dossier Gay-Vernon. Il nous semble qu'elle peut avoir deux prolongements possibles.

— Sur le plan pédagogique (à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, les P.A.E. ne devraient pas manquer), chaque lettre du commissaire du Directoire peut faire l'objet d'une analyse spécifique en fonction des événements locaux.

Il est possible aussi de dégager le portrait de l'homme à travers le citoyen dévoué à la cause publique.

— Dans le domaine scientifique, une recherche archivistique peut être envisagée pour connaître, éventuellement, les réponses des principaux destinataires des lettres : le ministre de la guerre et le ministre de l'intérieur ; il faudrait aussi évaluer exactement le rôle de Gay-Vernon à Amiens pendant les quelques mois de son administration et les raisons réelles qui l'ont conduit à démissionner...

I 3 3 1 2 85935 050 17
et I 3 3 1 2 85706 010 11

